

tions (M. Basford) l'a indiqué clairement à la Chambre la semaine dernière lorsqu'il a déclaré qu'il n'était pas disposé à enquêter sur les majorations des prix de l'acier, du nickel, du cuivre et du plomb, et le reste.

La psychologie de l'inflation existe dans une large mesure parce que les sociétés sont convaincues que le gouvernement ne fera vraiment rien pour contrecarrer leurs projets ou entraver leur fonctionnement. D'autre part, elle résulte également d'un manque de confiance de la part d'un vaste secteur de la population qui croit que le gouvernement ne veut ni ne peut rien faire pour maîtriser la situation ou intervenir de quelque façon que ce soit pour régir l'activité des sociétés du secteur privé.

On a lancé plusieurs avertissements à ce sujet, plus ou moins résumés par l'expression «le remède est pire que le mal». Elle laisse à désirer sous bien des aspects, mais il me semble qu'elle rend l'idée assez bien. Le Conseil économique du Canada nous a avertis, et il est intéressant de noter que plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement ont réagi fortement en apprenant que le Conseil économique allait critiquer le gouvernement sur certaines de ses politiques de restriction fiscale. A mon avis, le seul appui public que le gouvernement reçoit actuellement est celui de ses propres conseillers. On semble se préparer à couler avec le navire et, bonnes ou mauvaises, on ne changera rien à ces politiques. Je ne crois vraiment pas que quelqu'un d'autre au pays étaye la position du gouvernement, à moins que des gens dans les coulisses tentent de s'assurer que rien ne viendra changer radicalement l'état de l'économie ou le contrôle qu'on exerce sur le secteur privé de l'économie.

Nous avons reçu, je le répète, un grand nombre de mises en garde de la part du Congrès canadien du travail, des milieux universitaires, du Conseil économique et de divers journaux dont le *Star* de Toronto et le *Financial Times*. Il y a des signes que les allocations d'amortissement différé établies par le gouvernement le printemps dernier ne donnent pas les résultats attendus et souhaités. En effet, ils sont loin de répondre aux espoirs qu'ils avaient fait naître.

Le gouvernement semble faire fi de bien des propositions utiles visant la structure des taux de change, la limitation des dépenses individuelles, les programmes d'investissements des sociétés privées et la modification de notre optique en matière de taux d'intérêt. L'unique réponse que nous recevons du gou-

vernement quand nous présentons de telles propositions est la suivante: «nous voulons bien étudier ces suggestions et réfléchir aux idées exprimées par les députés ou le public.» Mais ces propositions sont rejetées aussitôt. C'est bien ce qui est arrivé lorsque le ministre des Finances a témoigné devant le comité des finances, du commerce et des questions économiques.

● (8.30 p.m.)

Il a tout simplement dit que le gouvernement n'apportait aucun changement et ne songeait à aucune autre mesure, mais ne refuserait pas d'entendre ce qu'on lui proposerait en fait de changements. Le gouvernement ne tient aucun compte des difficultés que suscitent à nombre de Canadiens ses politiques financières et économiques de l'heure. Les personnes à revenu fixe sont sans doute plus désavantagées que n'importe quelle autre catégorie de gens au pays. Les agriculteurs, les salariés et bien d'autres, qui jouent un rôle dans l'économie du pays, se trouvent lésés parce que le gouvernement s'entête aveuglément dans sa politique économique et refuse de voir la réalité en face lorsqu'il s'agit du régime et de la structure économiques du pays. A cause de cela et parce que le gouvernement ne tient aucun compte des avertissements et des conseils qui lui sont prodigués, je vais sûrement appuyer l'amendement proposé cet après-midi, tendant à renvoyer le bill à six mois.

**M. Cliff Downey (Battle River):** Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne le bill C-139, je ne vois rien de mieux que de faire écho aux propos et sentiments des orateurs qui m'ont précédé. Quand ce bill fut présenté pour la première fois, il était censé être une mesure d'urgence. L'urgence de la situation, on l'a dit, est disparue depuis longtemps, mais nous ne nous en rendons pas tellement compte. On nous demande, dans le projet de loi à l'étude, d'accepter la hausse des impôts comme une chose inévitable. Ce qui était censé être un impôt d'urgence hier est devenu, selon toute apparence, quelque chose de normal aujourd'hui. Cette situation existe au pays de façon continue, pourrais-je dire, depuis la fin de la première grande guerre. Bien des gens sont peut-être de l'avis d'Oliver Wendell Holmes, que les taxes n'importaient pas, parce que c'était sa façon de payer le prix de la civilisation. Je me sens obligé de rappeler au ministre qu'on a chaque jour des preuves sans nombre, sur notre continent, que la civilisation ne s'achète pas à prix d'argent et que l'accroissement des impôts et des dépenses du gouvernement n'est pas, pour le citoyen moyen, un gage de dignité ou de sécurité